

# Scrutin indirect pour la présidence ?

CONGO Tryphon Kin-Kiey propose de recourir à de « grands électeurs »

Ministre chargé des relations avec le Parlement, Tryphon Kin-Kiey Mulumba s'est-il laissé emporter par ses propres désirs, ou, à Paris d'abord, à Bruxelles ensuite, a-t-il lancé un ballon d'essai soigneusement calibré ? Officiellement, le calendrier électoral demeure inchangé : le 25 octobre prochain, le cycle des scrutins commencera par les élections locales, municipales et provinciales, dans le cadre des 26 nouvelles provinces et il se terminera le 27 novembre 2016 par l'élection présidentielle, couplée aux législatives.

Or cela devient un secret de Polichinelle : faute de financement, de soutien international, de volonté politique, le pays ne sera pas prêt pour entamer dans les temps requis le marathon électoral. Prenant acte de cette évidence, le ministre qui a lancé un mouvement qu'il appelle « Kabila désir » avance d'autres pistes : « *Je ne suis pas en faveur du "glissement", qui consisterait, en invoquant des raisons techniques, à retarder de quelques mois l'échéance de l'élection présidentielle. Je plaiderais plutôt en faveur du scrutin indirect : 500 ou 600 "grands électeurs" élus au niveau local seraient chargés d'élire le chef de l'Etat, ce qui représenterait une économie de moyens considérable et limiterait la contestation. C'est ainsi que procédent l'Angola, l'Afrique du Sud et d'autres ; aux Etats-Unis aussi le président est choisi par les grands électeurs.* »

Autrement dit, le ministre est prêt à faire sauter

l'article de la Constitution qui limite à deux le nombre de mandats présidentiels. Il assure : « *Au-delà de la personne de Kabila, ce qui compte c'est le Congo. Il faut que se poursuive l'élan actuellement donné au pays, où les infrastructures se reconstruisent, où l'économie a redémarré. Joseph Kabila est un homme en pleine possession de ses moyens, pourquoi le mettre en congé ?* ».

**La classe politique, dans l'état actuel des partis, n'est peut-être pas de taille à affronter la majorité présidentielle.**

Vétéran de la vie politique (il a notamment été le dernier porte-parole de Mobutu avant sa chute en 1997), M. Kin-Kiey n'a pas oublié qu'en janvier dernier, la seule perspective d'un report des élections présidentielles avait fait flamber Kinshasa où des émeutes incontrôlées avaient entraîné de nombreux morts. Mais aujourd'hui, il minimise la portée de ce sentiment populaire et assure que « *la liberté de la presse représente l'un des plus importants acquis du régime actuel* » (en dépit des communiqués de Reporters sans frontières ou de Journalistes en danger qui dénoncent les pressions croissantes qui s'exercent sur la presse...) Mais surtout, bon connaisseur de la vie parlementaire, le ministre

considère « *que face au parti majoritaire, dans les rangs de l'opposition, il n'y a pas de véritable interlocuteur : Vital Kamerhe récuse le dialogue politique mais il souhaite être reçu par Kabila tandis qu'Etienne Tshisekedi, le chef historique de l'UDPS (Union pour la démocratie et le progrès social) s'est lui prononcé en faveur du dialogue. Et c'est ce dialogue qui devrait permettre de modifier la Constitution en faveur du suffrage indirect. Il y a moyen de réaménager...* ».

Âgé de 82 ans, recevant des soins médicaux en Belgique depuis des mois, Etienne Tshisekedi l'« éternel opposant », aurait-il finalement accepté de se rallier au pouvoir en échange d'un poste ministériel pour son fils Félix ? Au sein de son parti, de nombreux militants dénoncent cette volte-face et 25 membres et cadres de l'UDPS, vivant en exil pour la plupart, ont dénoncé avec virulence ces « *tripatouillages* », « *cette ingérence de la famille biologique du président dans les affaires du parti et le manque de transparence...* ». Pour eux, l'UDPS n'est plus que l'ombre d'elle-même. Une autre formation, appartenant, elle, à la majorité présidentielle, est également en crise profonde : le Palu, (parti lumumbiste unifié) toujours dirigé par le « patriarche » Antoine Gizenga, a suspendu pour trois ans l'ancien premier Ministre Antoine Muzito qui s'était permis de critiquer ouvertement le redécoupage territorial et le manque de moyens des 26 nouvelles provinces. Mais surtout, M. Muzito n'avait pas fait mystère de son intention de se porter candidat à l'élection présidentielle. La suspension qui le frappe le prive de cette ambition...

En ce sens, M. Kin-Kiey a peut-être raison : la classe politique, dans l'état actuel, n'est peut-être pas de taille à affronter la majorité présidentielle et des « *aménagements* » qui mèneraient à un prolongement du terme de Kabila voire à un troisième mandat sont envisageables. Mais le développement de mouvements de base, comme Filimbi, l'apparition d'une nouvelle société civile, l'importance des réseaux sociaux, devraient inciter le pouvoir à ne pas prendre pour des réalités absolues des désirs exprimés d'en haut, par des voix « *autorisées* » ou non... ■

COLETTE BRAECKMAN